

laient découvrir dans la Bulgarie du X<sup>e</sup> siècle des éléments de régime féodal (pp. 331—333). Plus de dix pages (pp. 341—353) sont consacré aux bogomiles. Là encore l'auteur combat les thèses de quelques-uns de ses compatriotes dont les opinions peuvent se grouper en deux catégories : les uns considèrent le bogomilisme „comme l'expression la plus haute du génie bulgare", comme un annonciateur des mouvements ultérieurs de réforme religieuse ou sociale dans l'Europe médiévale ; les autres voient dans les bogomiles une doctrine dissolvante et la cause principale de la rapide décadence du premier et du second empire bulgare. Ces deux opinions sont à rejeter comme le montre très justement Mutačiev qui ramène l'importance et le rôle du bogomilisme à des proportions plus proches de la réalité historique.

Le chapitre suivant, très bref (pp. 355—364) retrace l'invasion des Russes et la conquête de la Bulgarie par Jean Tsimiscès (972).

Dans le chapitre final (pp. 365—393) l'auteur expose l'histoire de l'état macédonien de Samuel ; sur l'origine de cet état Mutačiev s'exprime avec beaucoup de prudence ; il évite aussi de se prononcer entre l'origine slave et arménienne des „komitopoules" ; par contre il n'hésite pas à admettre que Samuel et Aaron reconnurent comme leur souverain le tsar Romain, fils de Pierre ; il justifie (p. 374) le meurtre d'Aaron par Samuel ; d'une manière générale la figure de Samuel est trop idéalisée ; l'auteur insiste sur ses sentiments humains (p. 393) ; et c'est de la manière la plus sévère qu'il condamne l'atrocité de son adversaire, Basile le Bulgaroctone (p. 381).

M. Lascaris

Dr. THIM JOZSEF, *A magyarországi 1848—49-iki szerb fölkelés története. Kiadja a magyar történelmi társulat.* (Magyarország ujabbkori történetének forrásai). Édition de la Société historique hongroise. (Sources de l'histoire contemporaine de la Hongrie). Histoire de la rébellion serbe de 1848—49 en Hongrie. Vol. I, Budapest 1940, in 16., I—VIII+527 p. ; tome II, Budapest, 1930, in 16., I—XVI+686 p. ; t. III, Budapest 1935, I—VIII+984 p.

Joseph Thim, l'historien hongrois bien connu qui, pendant un demi siècle s'est adonné à l'étude des différents problèmes du passé des Serbes, couronné son activité par un ouvrage de dimensions impressionnantes. Les trois volumes de „La révolte serbe de 1848—49" édités par la société historique hongroise, représentent, de fait, la synthèse de nombreuses études, publiées par l'auteur dans les revues et les journaux hongrois, dans le but de familiariser l'opinion publique de son pays avec l'évolution du nationalisme serbe de la „Voïvodina". En conformité avec le programme établi par ses éditeurs, il s'est arrêté à la révolte de 1848 des Serbes de Hongrie. Il s'est proposé de l'étudier dans tous ses détails, en se basant sur une vaste documentation. L'auteur a fouillé les anciens périodiques et les publications serbes, les complétant par les documents extrêmement précieux des archives viennoises, qui, de 1920 à nos jours, sont devenus accessibles avec toutes leurs sections secrètes à l'historiographie. Les archives du gouvernement révolutionnaire de Hongrie, tenues sous clef jusqu'en 1918, et cédées récemment par l'Autriche au Musée National et au Ministère de la Guerre de Budapest, lui ont fourni un matériel extrêmement riche et intéressant. Son étude ne se base cependant pas uniquement sur les

1398 actes, qui forment le contenu des vol. II et III. L'auteur cherche aussi à se documenter sur toute la bibliographie du problème.

Les documents embrassent toute l'époque qui débute par les mouvements révolutionnaires de Pesth, en mars 1848, et se termine par le rétablissement de l'ordre en août 1849. Ils sont publiés par ordre chronologique, l'auteur ajoutant toujours la traduction hongroise des actes serbes. J'ai revu plusieurs de ces traductions et les ai trouvées non seulement exactes mais faites d'une façon particulièrement intelligente. De même, les textes serbes, allemands et hongrois sont reproduits fidèlement. La société d'édition a imposé à l'auteur les règles de publication récemment établies par les historiens hongrois pour les textes hongrois. Les documents serbes et allemands ne sont pas soumis aux règles respectives, mais sont cependant reproduits avec une suffisante compréhension du texte.

La publication de Mr. Thim aurait pu être considérée comme unique dans son genre si l'auteur n'avait pas discrédité son caractère scientifique par la tendance politique, qui l'a guidé dans l'élaboration de son oeuvre. La société historique hongroise, sous les auspices de laquelle Mr. Thim a publié son étude, cherche depuis quelque temps se rendre plutôt utile à l'impérialisme hongrois qu'à respecter la vérité historique. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'étudier des mouvements produits par le réveil de la conscience nationale des peuples de l'ancienne Hongrie, elle cherche à prouver surtout deux thèses : premièrement que le régime auquel étaient soumises ces nationalités représente le plus large libéralisme et en deuxième lieu, que les mécontentements qui ont pu se produire dans leur sein, ont été surtout provoqués par des agitations extérieures, inhérentes aux mouvements des connationaux des pays voisins. Conformément à ces indications, Mr. Thim lui aussi a rédigé son oeuvre sous forme de réquisitoire. Il a souligné tous les passages ou les phrases isolées, pouvant fournir des accusations contre le parti national serbe, tandis que les notes explicatives ajoutées à la plupart des actes et des lettres serbo-croates, sont entachées d'accusations et de soupçons qui ne sont pour la plupart pas justifiés. Au lieu de l'atmosphère de nationalisme élevé, qui inspire le mouvement révolutionnaire du peuple serbe de Slavonie, Širmin, Bačka et du Banat, le lecteur rencontre à chaque page, le regard courroucé du procureur hongrois, complètement privé de compréhension pour ce qui constitue le droit élémentaire de chaque peuple, de créer et de consolider les bases de son existence nationale. Un demi-siècle auparavant, lorsque le fameux historien hongrois Iancsó Benedict, connu pour son chauvinisme féroce, avait cherché à répandre un livre semblable sur les mouvements nationalistes des Roumains de Transylvanie, il avait cherché à cacher ses véritables intentions, en se drapant dans le manteau d'une objectivité forcée. „La société historique hongroise” découvre cependant ses intentions sans aucune réserve et dans sa tendance à compromettre les Serbes de la Voïvodina, elle fixe comme point de départ de leur mouvement d'insurrection, le programme de 1844 de d'Élie Garašanin, quoiqu'elle ne puisse prouver en rien leur dépendance politique du gouvernement de Belgrade. Mr. Thim place donc en tête de ses documents ce projet accompagné de l'annotation suivante : „Élie Garašanin a couché sur le papier en 1844, toutes les idées, grâce auxquelles on pouvait réaliser la réunion de tous les Serbes ou Yougoslaves, sous la domination serbe. Par intérêt politique pan-serbe il a organisé le gouvernement serbe de Belgrade et la révolte des Serbes de la Hongrie du Sud en 1848”. (II.25). Mais

cette dernière affirmation n'est pas prouvée. Au contraire, les documents qui suivent attestent le caractère général du mouvement, qui s'est produit après le 15 mars 1848 dans tous les centres serbes. La révolution hongroise de Pesth a affermi le courage de tous les éléments nationalistes de Hongrie : Roumains Slovaques, Croates, Saxons et naturellement aussi des Serbes. La communauté serbe de Pesth, se réunit le 17 mars et formula un certain nombre de revendications ; le 22 mars les Serbes de Pančevo suivent son exemple ; le 23 ceux de Zemun ; les jours suivants ont lieu les assemblées serbes de Voïvisad, Subotica, Ruma, Mitrovica, ainsi que la proclamation des Čajkaš, à côté des manifestations et des actions pleines d'énergie de la jeunesse serbe (II, 41—43, 47—48, 49—56, 60—63, 77—81). C'était, de toute évidence, un mouvement qui partait des grandes masses populaires, qui devait avoir de profondes racines dans le sol même de la Hongrie du Sud, dans le mécontentement qui couvait contre le régime féodal hongrois et contre les tendances impérialistes de la génération magyare de la soit-disant „époque des réformes”. Le cours des événements, depuis l'assemblée de Karlovci jusqu'à la réalisation de la „Voïvodina”, montre jusqu'à quel point la thèse de Mr. Thim est erronée et dépourvue d'intuition. Le métropolite Rajačić devient le chef de son peuple, sans la moindre réserve et obtient, en s'attachant à la dynastie des Habsbourg, l'autonomie politique que les chefs illyro-serbes avaient vainement réclamée pendant un siècle et demi. La Serbie de cette époque et ses hommes politiques ne pouvaient encore exercer un pouvoir d'attraction sur leurs compatriotes de Hongrie, même si nous admettons chez eux une clairvoyance surprenante en ce qui concerne l'évolution de l'idée politique de la Grande Serbie ou de la Yougoslavie. Mais il existe encore une considération dont notre auteur ne tient pas compte : les chefs des Serbes de la Hongrie du Sud ont fait preuve, au cours de la révolte, d'un sens politique particulièrement réaliste. Ils ont cherché à réaliser, tout d'abord, la solidarité de toutes les régions et de toutes les classes sociales serbes ; ensuite, ils ont établi un programme national dont les articles principaux sont devenus l'impératif de toute une génération ; ils ont eu du courage et de l'audace pour défendre leur idéal et étaient prêts à payer de leur sang et leurs revendications et leur fidélité envers la dynastie. Rajačić et ses contemporains ont sans doute été de grands patriotes, mais ils étaient assez conscients de la responsabilité qui pesait sur eux, pour ne pas se laisser entraîner dans des aventures et des actions inconsidérées ou, pour le moins, prématurées.

Les historiens magyares (Szekfű, Kornis, Hóman, Iancsó) ne veulent pas admettre que chaque peuple de l'ancienne Hongrie a eu besoin d'un certain temps — après son long servage féodal — pour créer les conditions indispensables à une vie nationale dont la conclusion finale devait être, de façon normale, l'unité politique. C'est pourquoi la thèse de Thim est au moins anachronique, sinon même une regrettable mystification.

Dans le premier volume de son oeuvre, notamment dans l'introduction, l'auteur soutient sa thèse en produisant une série de preuves, qui sont toutefois peu convaincantes. Nous ne voyons pas la liaison immédiate entre les chefs du mouvement révolutionnaire serbe de la Hongrie du Sud et la ligue organisée par le chef de l'administration intérieure de la petite principauté encore vassale des Turcs. Au contraire, les preuves invoquées démontrent que, même il y a cent ans, les nationalistes serbes voyaient clairement leur but et

tracèrent, pleinement conscients de leurs droits, leurs frontières politiques dont la réalisation dépendait des conjonctures politiques futures.

Les chefs serbes n'ont négligé aucun moyen pour réaliser leur idéal national et ont fait appel à toutes les amitiés possibles pour le triomphe de leur cause. Ils se sont entendus avec les Croates, ils se sont encadrés dans le grand mouvement slave, ils ont maintes fois réclamé l'intervention de la Russie et, de façon fort naturelle, ils sont restés en contact intime avec le gouvernement de Belgrade, qui les a toujours secrètement soutenus. Le principal objectif de leur révolution fut cependant la fondation de la „Voïvodina", avec un statut d'autonomie nationale.

Pour nous faire mieux comprendre l'agitation nationaliste des Serbes de cette époque, Mr. Thim aurait plutôt dû nous faire un exposé succinct de leur développement politique et surtout de leur activité intellectuelle, qui contribua dans une large mesure à la formation de la génération de 1848. Nous croyons ne pas nous tromper, lorsque nous exprimons l'opinion que le public hongrois pour lequel le livre est écrit, n'est pas familiarisé avec ce chapitre de l'histoire serbe, sans lequel on ne peut bien comprendre le but et les proportions de la révolte de 1848—49.

L'historiographie serbe mettra au point, si elle le trouve nécessaire, les nombreuses erreurs inhérentes à une pareille conception. La science objective ne peut que regretter qu'une oeuvre aussi utile pour la connaissance d'un chapitre important de l'histoire du peuple serbe, soit complètement faussée. Nous serions tentés de dire qu'il est dommage que l'auteur ait consacré tant de travail et fait preuve d'une telle érudition. Nous considérons cependant de notre devoir d'attirer l'attention de tous ceux qui se consacrent à l'étude de l'histoire de cette partie de l'Europe, sur l'activité suspecte de la Société historique magyare, dont l'officine a dénaturé d'une façon si regrettable les volumes de Mr. Joseph Thim.

En même temps et chez les mêmes éditeurs, a paru l'oeuvre monumentale de Ludovic Steier „La question nationale slovaque en 1848—49". Il est probable que cet historien a aussi reçu des indications particulières de la Société historique hongroise. Il y a résisté, pour sauver au moins les apparences de l'objectivité et il a même cru devoir justifier son attitude dans une préface, qui lui fait honneur<sup>1</sup>. Voilà ses propres termes :

„Les grands hommes slovaques et hongrois constituent l'élément actif, dans les événements orageux des années passées en revue. Ils ont lutté pour le relèvement de leurs nations, poussés par leurs convictions et leur idéal national, ce qui prouve une sublime vertu humaine. La mission de l'histoire n'est pas de la mettre en doute, mais de juger équitablement les circonstances du combat pour les droits nationaux et humains".

„Nous devons examiner chaque geste de leur attitude politique d'un oeil critique et pragmatique pour reconnaître, d'une part, dans un esprit d'équité, leur distinction individuelle et la grande valeur de leur talent, et, d'autre part, pour en pouvoir tirer un enseignement. Nous faisons cela non seulement pour les personnalités militantes slovaques, mais aussi pour les personnalités magyares et autrichiennes. Mon but n'est pas de détruire des réputations d'une main sa-

<sup>1</sup> Steier Lajos: *A hét nemzetiségi kérdés 1848—49-ben*, I—II, Budapest 1937, I, p. VI.

crilège, ni de diminuer les valeurs nationales existantes, c'est la connaissance de la vérité."

Ces mots ne sont pas seulement une justification personnelle, mais aussi une réponse donnée au groupe des historiens qui croient servir la cause de leur propre patrie, en dénigrant systématiquement l'histoire et les élans les plus généreux des peuples voisins.

Nous ne serions pas justes non plus, si nous ne reconnaissons pas que l'oeuvre de Thim peut être utilisée avec beaucoup de profit par l'historiographie roumaine. L'auteur ne ressent pas de sympathie pour le peuple roumain (il l'appelle tantôt „rumen", tantôt „Olah", tantôt „roman"), et il ne possède pas non plus de connaissances suffisantes sur le mouvement révolutionnaire roumain de 1848—49. Ses explications doivent donc être lues avec circonspection. Dans le matériel qu'il a publié nous trouvons cependant beaucoup d'informations nouvelles et de nombreux actes inédits, qui éclaircissent les relations serbo-roumaines de ces années de troubles.

Ces relations sont pénétrées d'un esprit d'inimitié dès le début du mouvement et l'opposition des Roumains, loin de le calmer, s'exaspère à mesure que croissent les chances de réussite de la politique serbe. C'est le premier conflit historique entre ces deux peuples qui luttent pour l'affirmation du territoire national. La dépendance des Roumains de la hiérarchie serbe, ou plus exactement les tendances serbes de dénationalisation des Roumains dans les diocèses d'Arad, de Timișoara et Vârșeț, constituent le motif principal des mécontentements. En voyant poindre l'aube de la liberté, les Roumains tentent de se soustraire à juridiction de l'église serbe, qui fait peser sur eux un joug insupportable. Dans ce but, les chefs roumains du Banat suivent d'autres voies que leurs frères de Transylvanie et s'allient avec les Hongrois contre les Serbes. Lorsque les Serbes réussissent à obtenir leur autonomie, leur „Voïvodina" s'étend sur le territoire ethniquement roumain du Banat; le conflit devient ainsi inévitable. Les documents concernant les Roumains se réfèrent donc à ce domaine.

Quatre des quinze documents traitant uniquement des relations serbo-roumaines sont connus depuis longtemps : le manifeste adressé aux Roumains par le métropolite Rajačić le 17 mai 1848 au nom du comité national (Thim II, p. 244—247) a été publié par N. Popea dans *Memorialul arhiepiscopului și mitropolitului Andrei baron de Șaguna* (Mémorial de l'archevêque et métropolite André, baron de Șaguna) I, Sibiu 1889, pp. 142—154; la convocation de Murgu à l'assemblée de Lugoj (17 juin 1848) et son rapport au ministre de l'intérieur hongrois (Thim II, 471 et 490) se trouvent dans *Cartea de aur* (Livre d'Or) de Théodore V. Păcățian, I, Sibiu 1904, pp. 347—8 et 350—353.

Ce dernier document a été mutilé par Thim, ce qui lui donne un tout autre aspect. Au sujet du manifeste du 17 mai, il soutient qu'il a été envoyé aux Roumains par Patrice Popescu, un ecclésiastique connu de Vârșeț. Il ne nous indique pas la source de son information mais il ajoute (II, p. 250) : „Ce manifeste fait clairement ressortir la tendance politique des Serbes à gagner les Roumains. A Karlovci même ils étaient sûrs que, si les Roumains s'alliaient avec les Hongrois contre les Serbes, la cause serbe tomberait". Si nous feuilletons cependant les documents de Thim, cette affirmation nous semble manquer de pénétration. Si les Serbes en avaient été aussi sûrs, Rajačić n'aurait pas été tout le temps aussi intransigeant en ce qui concerne le desideratum des Roumains de se sé-

parer de la hiérarchie serbe et dans la revendication d'étendre les frontières de la „Voïvodina” serbe sur le territoire purement roumain des districts de Timiş et Caraş. Thim a pris le quatrième document, qui n'est pas inédit, à l'„ókmánytár” de Papa Dénes. Nous nous demandons cependant, puisqu'il semble être un amateur de protestations faites du côté roumain contre les tendances politiques serbes, pourquoi il n'a pas feuilleté avec plus d'attention les journaux de Pesth de cette époque. Dans le „Budapesti Hirlap” du 9 mai, il en aurait trouvé un autre rédigé par les Roumains de Bihor, contre la convocation du Congrès de Novisad.

Les dissensions qui se produisent entre les Roumains et les Serbes sont dues aussi aux intrigues hongroises. Les chefs roumains magyarophiles sont les premiers à pousser les Roumains à lutter contre la hiérarchie et le peuple serbes. Tels sont le député Dragoş (II, p. 266) ainsi que Pap Sigismund, Gabriel Mihályi, Theodore Serb et Joseph Maniu, tous députés dans le parlement de Kossuth, qui publièrent un manifeste contre les Serbes le 10 sept. 1848 (III, p. 16—18). Le manifeste publié par Thim (II, p. 64—66), d'après une feuille volante, qui ne porte aucune signature, appartient à cette catégorie.

Les Roumains réussissent à s'organiser plus tard. Dans la collection de Thim (II, p. 126—129), on reproduit une circulaire adressée aux garde-frontières de Caransebeş par les chefs roumains de la Transylvanie. Il y a dans le texte roumain de Thim beaucoup de fautes, et, dans la traduction allemande une regrettable mystification : la phrase roumaine „douc, grâces en soient rendues à Dieu, le temps du despotisme est passé. Le Serbe a été repoussé dans les limites de la justice et de l'équité, et la situation du Roumain, comme de tout autre citoyen est devenue légale”, est traduite en allemand par le texte suivant qui est perverti et que Thim souligne : „Indessen gelobt sei der Herr, wenn jene Zeit des Despotismus ist nun vorüber, der Serbe ist der Usurpator der Grenzen der Gerechtigkeit und Billigkeit, obwohl für die walachische Nation gleich jeder Andern in dem Gesetz gesorgt ist.”

Il n'y s'agit d'aucune usurpation mais de la limite de justice et de bien-séance imposée aux Serbes. Les noms du président de l'assemblée d'Arad, Jean Arcaşi et du secrétaire Vincent Babeş sont reproduits d'une façon erronée par Thim. A la page 407 du vol. II, il nous donne la décision du consistoire d'Arad de ne pas reconnaître à Rajač le titre de Patriarche (15 juin 1848). Enfin, dans la série des documents qui mettent en évidence l'opposition des Roumains se trouve le mémoire présenté à l'Empereur par les habitants allemands et roumains de Biserica Albă. Thim le publie sans signatures et en soulignant certains passages, ce qui nous fait supposer, qu'il a été rédigé sous l'inspiration du gouvernement hongrois (II, p. 390).

Du côté serbe nous avons un manifeste adressé par Georges Stratimirić aux peuples du Banat (II, p. 563—566) et un autre appel du comité national serbe adressé aux Roumains. Thim (II, p. 571—573) le reproduit avec le texte serbe du „Srpske Novine” et une traduction hongroise. Le texte roumain original se trouve sur une feuille volante à la bibliothèque de l'Académie Roumaine. C'est un appel impressionnant à l'entente serbo-roumaine. L'évêque Katon Atanackovič, vicaire du métropolitain, nommé par le gouvernement hongrois, proteste le 26 août 1848 contre les décisions prises par les Roumains du Banat à l'assemblée de Lugoj (II, p. 637).

Deux lettres d'un chef roumain de Timişoara du 25 et 27 décembre 1848, au sujet des conflits entre les Serbes et les Roumains, sont extrêmement intéres-

santes. Thim les a tronquées sans établir quel était leur auteur, qui doit être l'un des frères Mocioni. C'est pour la première fois qu'apparaît l'idée de constituer une organisation indépendante de tous les Roumains de la monarchie des Habsbourg : „Wir unterliessen demnach nicht, nach Siebenbürgen dem dortigen Comité... zu schreiben, dass wir alle, nämlich das Krassóer, Temeser Comitatz und ein kleiner Teil vom Torontaler Comitatz wünschen, ihnen einverleibt, und von einem Gouverneur in politischen, und romanischen Patriarchen in kirchlichen, ganz unabhängig vom serbischen Patriarchen regiert zu werden..." (III, p. 274—276).

Trois jours plus tard, trois représentants des Roumains du Banat : l'archimandrite Patrice Popescu, administrateur du diocèse de Vršac, ainsi que le prieur Mélétius Drăghici et le préteur de Timiș, Basiliu Stoian, envoient à l'empereur François Joseph un mémoire (III, 295—36) dans lequel ils demandent : „dass alle Seiner Majestät unterworfenen, von Romanen bewohnten Provinzen zu einem Ganzen vereint werden und dass sie unter einen aus ihrer Mitte jetzt zu wählenden, und durch Seine Majestät zu bestätigenden, in Zukunft aber im Sinne eines darüber zu bringenden Gesetzes durch Seine Majestät im Einverständnisse mit der Nation zu ernennenden und ungefähr mit der Macht des bisherigen siebenbürger Gubernators erschenen Civilschef, ihre eigenen, aus Gliedern ihrer eigenen Nation zusammengesetzte Administration, mit in so weit gesicherter Nationalität habe, dass in der solcher Art zu bildenden, enger an Österreich anzuschliessenden Provinz Romanien die romanische Sprache sowohl bei der inneren Administration denselben als Geschäftssprache, als auch in den Schulen als Lehrsprache eingeführt werde".

C'est la formule politique de 1848, au sujet de laquelle les Roumains du Banat se sont entendus avec ceux de Transylvanie; l'on réclamait l'organisation politique autonome de tous les territoires détenus en majorité par des Roumains. Un confident du patriarche relate, le 19 janvier 1849, les délibérations des Roumains, qui ont eu lieu à Lugoj, et mentionne la collaboration de Mocioni et de Patrice Popescu (III, p. 314—15).

„La Roumanie", c'est à dire la constitution d'un grand duché roumain a été demandée en effet à l'Empereur, par les représentants de tous les Roumains de la Monarchie par le mémoire du 25 février 1849. Si les Serbes et les Roumains avaient pu arriver en 1849 à un accord préalable au sujet de la délimitation des frontières ethniques du Banat, et s'ils avaient décidé de transformer ces lignes ethniques en frontières politiques, leurs revendications auraient, peut-être, eu un autre sort. Mais comme ils étaient désunis et se combattaient réciproquement, la cour de Vienne a pu abuser les uns et les autres. C'est pour cela que parmi les actes de la publication de Thim, nous en trouvons quelques-uns qui parlent du projet d'organisation de la „Voïvodina" et de l'attitude des Roumains envers elle : Șaguna exprime son appréhension devant les conséquences qu'entraînerait l'incorporation d'un aussi grand nombre de Roumains et insiste en faveur de leur autonomie (III, p. 546—47), tandis que Pierre Mocioni demande que les territoires serbes de la Hongrie de Sud, ainsi que ceux de la Slavonie et de la Croatie, constituent la Voïvodina, car l'union avec la Croatie procurerait beaucoup d'avantages aux Serbes, (III, p. 276). Le point de vue roumain se base surtout sur le grand nombre de Roumains du Banat, fait que les politiciens hongrois ont toujours mis en évidence. Le ministre des affaires étrangères, Szemere, exagère cependant les chiffres, lorsqu'il situe le territoire revendiqué par les Serbes dans les districts purement hongrois

au-delà du Danube (Veszprém, Tolna, Somogy, Zala) ainsi qu'à Csongrád et Csanád, et donne un nombre de 1.323.402 Hongrois, 485.836 Allemands et 651.055 Roumains, à côté de 378.352 Serbes et 72.949 Croates, comme se trouvant sur le territoire de la „Voïvodina”. (II, pp. 398—399). Si nous faisons abstraction des six districts sus-mentionnés, ainsi que de celui d'Arad et si nous prenons en considération dans le tableau de Szemere seulement les districts de Baranya, Bács, Torontal, Timiş et Caraş, nous pourrions avoir des chiffres bien plus proches de la réalité: 381.778 Hongrois, 368.851 Allemands, 369.638 Serbes et 450.731 Roumains. Ladislav Szögyény, le président de l'administration civile magyare évalue dans les termes suivants la population du Banat (III, pp. 436—37: „Der Temeser Banat, bestehend aus den drei Komitaten, Temes, Krassó und Torontal, mit einer Population über 800.000 Seelen, worunter beiläufig 425.000 Walachen, 150.000 Deutsche, 50.000 Ungarn und 175.000 Serben und andere Slaven gezählt werden”.

Enfin le baron Louis Ambrózy, conseiller à la Cour, trouve que par la création de la „Voïvodina”, toutes les autres nations seraient lésées, et que les Hongrois se révolteraient, étant donné que l'on trouve dans le Banat seulement 180.000 Illyriens ou Serbes, à côté de 200.000 Allemands, 600.000 Roumains et 80.000 Hongrois (III, p. 440). Comme on le voit, les chiffres varient. Seule la proportion de la population roumaine reste la plus constante et la plus élevée: elle est dans le Banat trois fois plus nombreuse que la population serbe.

Thim publie une série d'actes qui montrent que les Roumains se sont opposés à l'institution de la „Voïvodina”. Ces informations sont précieuses et complètent un chapitre d'histoire, peu étudié jusqu'à présent dans la littérature historique roumaine. L'attitude du colonel Mayerhofer, l'ancien consul autrichien de Belgrade, qui soutint les revendications serbes devant la Cour de Vienne, paraît fort étrange. Il connaissait l'attitude obstinée des Roumains et cependant, au conseil des ministres auquel il avait été invité à donner son opinion, il soutint fermement (mit Bestimmtheit) que les Roumains voulaient être soumis à la „Voïvodina”. (III, p. 528). Le patriarche Rajačić qualifie „d'intrigue jésuite” (III, p. 396) les nombreuses interventions du général Rukavina, pour convaincre les cercles de Vienne de l'opposition des Roumains et des Allemands du Banat.

Une information discrète, qu'un émissaire du ministre de l'intérieur magyar envoie le 14 septembre 1848, à un autre fonctionnaire du même ministère, est très caractéristique. Jankovics Demeter s'oublie et avoue qu'il a été envoyé par le ministre de l'intérieur, pour déterminer les Roumains à se révolter contre les Serbes (engem a belügyminiszter küldött le Krassóba, liwatásom vala az oláh köznépet a rác lázadók ellen fölkelésre bírni) mais il a l'impression que les Roumains du Banat ressentent fort peu de sympathie pour la nation magyare). (s miután ebbéli hivatásomban eljárám, azon tapasztalást tettem, hogy a bánsági oláhok igen kevés rokonszenvet mutatnak a magyar nemzetiség iránt). Ce précieux document explique bien des phénomènes du mouvement politique du Banat pendant ces années de révolution (III, p. 23).

D'autres documents comprennent de nouvelles informations au sujet de la collaboration des Roumains, des Slovaques et des Croates, pour arracher le plus de concessions possibles au gouvernement de Vienne, au printemps 1849 (III, p. 634, 669, 681). Les personnalités serbes s'attachent au groupement solidaire des nationalités de l'ancienne Hongrie, puis s'en retirent, à la suite du refus inspiré par le patriarche Rajačić (III, p. 683). Dans un rapport du 11 avril 1849,



la délégation serbe relate une conversation avec la Ban<sup>croate</sup> Jelacić. Un des membres, Zivanović, lui aurait demandé au sujet des Roumains : „Le gouvernement a-t-il l'intention de les organiser sur la base de l'égalité des droits ? Dans ce cas-là, les Roumains de Transylvanie, de Bucovine, de Hongrie et du Banat, seraient-ils réunis dans le sens de la pétition qu'ils ont présentée à l'Empereur ?” Le Ban répondit : „D'après le principe d'équité on doit leur accorder cela”. Zivanović ajouta : „Par conséquent, on doit l'accorder aussi à la Slovaquie ?” Le Ban répondit qu'il croyait cela (III, p. 633). Avez fort précieux puisqu'ils témoignent une généreuse compréhension des aspirations nationales et une solidarisation basée sur l'identité des sentiments.

Nous trouvons fort peu de documents se référant au problème de la réorganisation de la hiérarchie de l'église orthodoxe, que les Roumains avaient mise à l'ordre du jour en demandant la séparation totale : leur refus de prendre part au congrès convoqué par Rajačić (II, p. 241—619), l'indépendance ecclésiastique demandée, (II, 269), des conflits avec les évêques locaux de nationalité serbe (II, p. 242) et des discussions entre Șaguna et les chefs de la délégation serbe de Vienne (III, p. 600 et 634), ne touchent qu'indirectement les relations religieuses. C'est de ces documents que nous apprenons que le baron Sina, l'un des intimes de Șaguna, n'approuvait pas l'idée de la séparation totale, et qu'il ne signa pas le mémoire présenté par l'évêque roumain à l'Empereur. L'on nous dit encore que Șaguna lui-même aurait accepté de rester avec les Serbes, dans une unique organisation hiérarchique, si l'élection du Patriarche était faite par le peuple. Dans ce cas-là cependant, les Serbes, comme on le rapporta à Rajačić, risquaient d'être toujours tenus en minorité par les Roumains (III, p. 634).

En ce qui concerne Șaguna, Thim reproduit quelques lignes bizarres, injustes et complètement dépourvues de fondement, du rénégat serbe Sava Vukovits, commissaire du gouvernement hongrois pour le Banat. Il semble que, en route vers Vienne, l'évêque roumain ait rencontré Vukovits à Timișoara, où le 5 juin était arrivé Eftimie Murgu. Le 6 juin, le commissaire royal écrit (II, p. 350,) au ministre de l'intérieur : „L'évêque de Transylvanie, Șaguna, est parti vers le nord. Il n'est pas impossible de le gagner. Si l'on réussit à amadouer Murgu, il est plus facile de le faire céder. Il n'a jamais été dur avec intention, c'est plutôt un caractère inconstant et indécis. D'ailleurs, parmi tous les évêques orthodoxes, il est le plus hongrois”. Mais l'activité de Șaguna, orientée vers une même direction du commencement à la fin, dément catégoriquement ce jugement hâtif. Sa première éducation a été faite dans le milieu hongrois de Pesth, où il eut à lutter héroïquement contre son influence. Posséder parfaitement le hongrois ne signifie pas être hongrois. Il n'était certainement pas né révolutionnaire ; c'était plutôt une nature équilibrée, positive et respectueuse envers la suprême autorité politique. Entre la dynastie et le gouvernement révolutionnaire hongrois, il n'a pas hésité à s'attacher à la première, avec tout son peuple. Après l'assemblée nationale des Roumains, qu'il a présidée le 3/15 mai 1848, il n'a plus fait de politique personnelle, mais il est resté jusqu'à la fin de la révolution, le porte-parole de sa nation.

Nous ne pouvons pas terminer ce compte rendu sans attirer l'attention de nos savants sur de nombreux documents, qui reflètent l'opinion des gouvernants hongrois sur les nationalités pendant la révolution. Nous trouvons l'opinion de Kossuth dans trois lettres (III, pp. 155—156, 506—509, 752—755) dont seule est inédite celle adressée au comte Casimir Bathyanyi le 10 mai 1849.

le chargeant, dans les discussions de réconciliation avec les Serbes, de leur mettre en vue la reconnaissance de leur autonomie, en Slavonie et non dans le Sud de la Hongrie. Au sujet des opinions de Szemere, qui, bien que publiées, sont fort difficilement accessibles, nous avons dans le livre de Thim de nouvelles informations (III, p. 856—858, 858—860) ainsi que son discours célèbre tenu au parlement de Szeged, sur la question des nationalités. Ces documents sont, même aujourd'hui, d'une grande actualité, car ils nous montrent l'impossibilité de résoudre les problèmes nationaux de cette partie de l'Europe, si ce n'est pas par une séparation définitive des nationalités, séparation basée sur les frontières ethniques.

S. Dragomir

MILOVAN GAVAZZI, *Godina Dana Hrvatskih Narodnih Običaja*, I—II. (Cycle annuel des coutumes populaires croates), Zagreb 1939.

Milovan Gavazzi, l'ethnographe de l'Université de Zagreb, a publié dans le cadre de la petite bibliothèque de la société Matica Hrvatska („Mala Knjižnica Matice Hrvatske") en deux volumes, d'une technique typographique irréprochable et avec de très belles planches, *Godina Dana Hrvatskih Narodnih običaja*, dans lesquels il présente les rites et les coutumes populaires croates de tout le cycle annuel.

Cet ouvrage qui s'adresse à tous les cercles croates a, par sa destination même, l'espace de son exposition plus réduit, les spéculations théoriques lui étant en quelque sorte interdites. Cependant nous relevons avec satisfaction que le professeur Gavazzi, tout en donnant un livre accessible au grand public, a réussi à sauver aussi le facteur scientifique. L'espace limité l'a obligé de faire une classification schématique de toutes ces coutumes périodiques croates et de les présenter d'une façon tout à fait synthétique. De sorte qu'il a réussi à donner un ouvrage qui présente un tout et que les Croates ne possédaient pas encore.

D'autre part, désireux de se faire comprendre par le peuple, il a une exposition tellement cristalline, que tout lecteur peut s'en approprier le sujet sans difficulté. L'auteur ne renonce pas non plus au critérium comparatif — non seulement dans le cadre géographico-folklorique de la Croatie, mais aussi dans le cadre européen.

Dans le premier volume il présente les coutumes qui s'échelonnent depuis l'Épiphanie jusqu'en automne inclusivement; dans le second volume il continue la présentation des coutumes qui vont de la fin de l'automne jusqu'à l'Épiphanie.

Cette division du matériel folklorique semble quelque peu étrange. Nous comprenons bien l'embarras dans lequel s'est trouvé l'auteur. En effet : commencer par le Nouvel An, comme notre Marian, dans son ouvrage folklorique : *Sărbătorile la Români*, c'eût été un non-sens du point de vue folklorique, car cela aurait coupé en deux les coutumes du cycle de Noël qui ne forment qu'un tout unitaire. Il a préféré donc commencer immédiatement après l'Épiphanie. C'est à notre avis, un début tout à fait arbitraire et qui ne correspond ni à la réalité folklorique, ni à celle du calendrier officiel. Nous aurions commencé par les fêtes de Noël ou plus exactement par la veille de Noël, car c'est là, selon la conception populaire, le véritable Nouvel An. Quoi qu'il en soit, en comparaison surtout avec l'oeuvre de Marian, il a procédé d'une façon plus logique.